

Les libéraux du MR se sont-ils fourvoyés ?

Oui

■ Cette décision a été difficile à prendre, mais elle s'impose parce que je ne suis pas d'accord avec les idées de la N-VA. Le libéralisme c'est tout le contraire du nationalisme. En quittant le MR je n'ai pas fait preuve de courage comme beaucoup le disent, mais seulement d'honnêteté intellectuelle. Quand vous relisez les fondamentaux de l'action libérale, vous avez du mal à y voir du nationalisme.

“Le libéralisme c'est l'antithèse du nationalisme.”

PHILIPPE KERBUSCH

Conseiller communal indépendant et ex-chef de groupe MR à Sambreville

Pourquoi avez-vous décidé de quitter le MR ?

J'ai un souci philosophique avec ce qui se passe. Je ne suis pas en adéquation avec les idées de la N-VA. Je ne peux pas défendre, au niveau local, la ligne d'un parti associé qui est aux antipodes de ce que je pense. Lorsque la N-VA a envisagé d'entrer dans le groupe libéral à l'Europe, j'ai vu les libéraux dire d'une seule voix, en suivant les valeurs et les concepts libéraux, que le libéralisme c'est l'antithèse du nationalisme.

C'est-à-dire ?

Le libéralisme, c'est l'universalisme. Ce n'est même pas une question de gauche ou de droite puisque, personnellement, je suis partisan du libéralisme social, à connotation “michelienne”, celui du début du MR. En revanche, le nationalisme, c'est le repli sur soi. C'est le nationalisme des empires qui a provoqué la boucherie de 14-18. Je ne dis pas que la N-VA véhicule un nationalisme pouvant engendrer des guerres, mais il y a ce premier article de ses statuts qui veut la fin du pays. Il me dérange parce que je suis un belge. Bien sûr, on dit que le gouvernement fédéral est basé sur un accord socio-économique. Mais vous ne m'enlèverez pas de la tête que derrière il y a la volonté de la N-VA de radicaliser les opinions publiques en Wallonie et en Flandre. C'est elle qui a les ministres régalien. Elle sortira renforcée de ce gouvernement après avoir appliqué son programme. Certaines choses figurent dans l'accord de gouvernement et pas dans le programme du MR que j'ai pourtant soutenu jusqu'au bout. Ces éléments me posent problème parce que j'habite dans un bassin de ville déjà très durement touché par les restructurations, le chômage, etc. La radicalisation est déjà en place avec les syndicats qui organisent une grève le 15 décembre. La gauche va sortir renforcée. Et qui va y gagner ? Le confédéralisme voulu par la N-VA.

Vous vous sentez trahi par cet accord de gouvernement ?

Personnellement non, mais des valeurs le sont... celles

qui constituent l'essence du libéralisme qui n'a pas vocation à s'associer avec le nationalisme. Ces valeurs qui sont les miennes, le MR les a aussi au fond de lui, mais il a dû les mettre de côté parce qu'il a voulu assurer la stabilité en formant le gouvernement. Je peux le comprendre,

mais il aurait peut-être fallu prendre un peu de recul, se demander si le jeu en valait vraiment la chandelle. Voyez les ministres qui constituent ce gouvernement fédéral...

D'autres membres du MR partagent-ils votre raisonnement ?

Je m'exprime à titre personnel. Si des gens pensent comme moi, ils s'exprimeront. Je ne parle pas à leur place. C'est un choix personnel. Je n'ai aucune animosité envers personne. Aujourd'hui, je prends l'option de devenir conseiller communal indépendant.

N'est-ce pas contradictoire de quitter le parti sur les listes duquel vous avez été élu et de garder le mandat ?

Je pars parce que j'ai une attitude libérale. Ceux qui ont voté pour moi en tant que libéraux doivent comprendre mes motivations. J'ai fait un score personnel lors de communales qui mérite un respect de l'électeur. Ceux qui pensent – comme j'ai pu le lire – que je dois laisser ma place à un “vrai” libéral ne comprennent visiblement pas quelles sont mes motivations alors qu'elles puisent leur source dans les fondamentaux du libéralisme.

Qu'en est-il des autres mandats ? Ceux dans les intercommunales, par exemple ?

Je n'ai pas d'autres mandats sauf un dans une commission à laquelle j'assisterai désormais comme indépendant. En tant que suppléant d'un conseiller qui a démissionné, je suis aussi conseiller de police. Je laisse ce mandat. Je ne fais pas de la politique pour l'argent, mais par passion. Je prends la liberté de dire que je ne suis pas d'accord parce que je ne suis inféodé à rien au niveau politique. Cette décision est une vraie souffrance. Il y a une déception immense et des regrets énormes parce que je suis au MR quasiment depuis la création du Mouvement réformateur par Michel et Ducarme. Peut-être que les mentalités ont évolué et que je suis resté très dogmatique ou doctrinaire. Je veux bien assumer une part de responsabilité dans la situation actuelle, mais j'ai été séduit par le concept de libéralisme social. Quand vous relisez les fondamentaux de l'action libérale, vous avez du mal à y voir du nationalisme.

● Un élu local de Sambreville a décidé de quitter le MR. Ses valeurs libérales sont, selon lui, en contradiction avec le nationalisme de la N-VA. Certaines mesures socio-économiques de l'accord de gouvernement lui posent aussi problème.

● Le parti évoque un cas individuel. Il n'y a pas de malaise avec la N-VA.

Non

■ Voulez-vous que les mauvaises nouvelles s'amoncellent, que le taux de chômage continue de grimper, que d'autres entreprises partent, que le dumping social l'emporte ? Si oui, ne touchez à rien et surtout pas aux droits acquis. Faites comme les syndicats : soyez conservateurs. A l'opposé, nous sommes des réformateurs, ce qui demande de l'imagination et du cran. Tout le monde n'en a pas.

**“Pas de communautaire !
Le premier garde-fou
est la déclaration
gouvernementale.
C'est notre contrat
de confiance et on s'y tiendra
fermement. Le deuxième
est que pour la N-VA,
le relèvement du pays
est aussi prioritaire.”**

JEAN-LUC CRUCKE

Vice-président du Mouvement Réformateur

Y a-t-il un malaise au MR chez certains micheliens (tenants d'un libéralisme social) qui ne se retrouvent pas dans la politique de la “suédoise” ?

Je ne le sens pas. Mais c'est vrai qu'il faut du courage pour atteindre le but qu'on s'est fixé. Ceux qui préfèrent la facilité et la poursuite de dépenses effrénées des deniers publics ne peuvent pas se retrouver dans une dynamique où on demande de la responsabilité et de l'action pour ne pas reporter la dette sur la tête de la jeune génération, pour créer plus d'emplois et pour que les travailleurs soient récompensés de leurs efforts. Personne ne prend des mesures difficiles avec gaité de cœur. Un chiffre m'obnubile : considérant le PIB de Belgique, 55 % des dépenses sont redistribuées dans le public, tous pouvoirs confondus. 55 % ! contre 45 % en Allemagne et 35 % en Suisse, deux pays avec aussi un fédéralisme poussé. Et les Allemands et les Suisses ne vivent pas moins bien que les Belges. Les dépenses réalisées ici par aveuglement, par une forme de conservatisme-populisme voire de clientélisme, on doit y mettre fin. Si on ne le fait pas aujourd'hui, ce sera plus douloureux demain.

Les libéraux ne se sont-ils pas fourvoyés ?

Voulez-vous que les mauvaises nouvelles s'amoncellent, que le taux de chômage continue de grimper, que d'autres entreprises partent, que le dumping social l'emporte face à toute mesure de mise en concurrence réelle ? Si oui, ne touchez à rien et surtout pas aux droits acquis. Faites comme les syndicats : soyez conservateurs. A l'opposé, nous sommes des réformateurs, ce qui demande de l'imagination et du cran. Et le message libéral, lui, est social : soyez courageux et faites un effort aujourd'hui pour ne pas le reporter et le multiplier sur nos enfants.

Le malaise vient aussi de la proximité du MR avec la N-VA. Voyez Benoît Lutgen, le président du CDH traite Denis Ducarme, chef de groupe député MR, de “Collabo”...

Tout ce qui est excessif est insignifiant. Quand on traite des collègues de la sorte, on banalise la collaboration durant la guerre. A côté, Charles Michel l'a répété : pas de laxisme. Il n'y a de notre part ni sympathie ni faiblesse à l'égard de tout fait de collaboration. Mais il ne faut pas tomber dans le piège inverse : en attaquant l'un ou

l'autre personnage de la N-VA, certains tentent d'occulter le débat essentiel du redressement du pays. On l'avait dit et il n'y a pas de communautaire. Manifestement cela gêne le PS et le CDH qui se sentent obligés d'en faire. Comprenne qui voudra. Sauf si c'est pour casser la machine du changement. Chevènement, ministre de Mitterrand, disait : “Un ministre, ça la ferme et ça travaille.” Voilà le programme des ministres MR du gouvernement.

Si le communautaire n'est pas officiellement à l'ordre du jour, il risque d'interférer via des dossiers sur l'armée, les investissements de la SNCB ou autres. Avez-vous de solides garde-fous ?

Le premier garde-fou est la déclaration gouvernementale. C'est notre contrat de confiance et on s'y tiendra fermement. Le deuxième est que pour la N-VA, le relèvement du pays est aussi prioritaire. Mais dans un pays aussi complexe, on ne peut pas garantir qu'il ne montre pas le bout de son nez. C'est toutefois incroyable de suspecter voire d'accuser le MR de travailler avec trois partis flamands dont la N-VA. Sans nous, qui l'aurait fait ? Le PS et le CDH ? Pour une politique tiède et neutre ? Non, la chance est unique. Et il faut la saisir si on veut assainir les finances et que notre pays affiche un autre visage demain. C'est un mal nécessaire mais nous y arriverons.

Quand Bart De Wever affirme que Jan Jambon et Theo Francken n'ont commis aucune faute, n'endosse-t-il pas son costume de belle-mère pour faire de l'ombre à Charles Michel ?

Il est président d'un parti et s'adresse à la communauté flamande. Svp, lisez et intéressez-vous à ce qui se passe au nord du pays. Les opinions publiques sont si différentes. L'épisode, abusivement commenté chez nous, ne prend pas deux lignes en Flandre. Ce débat de caniveau à certains moments à la Chambre a été dénoncé en Flandre comme une cacophonie du PS pour zapper l'essentiel. De Wever est hors du gouvernement et dans son rôle. Charles Michel n'a pas besoin de belle-mère. Le Premier ministre est assez grand en courage et en expérience pour gérer intelligemment le gouvernement. Sans devoir vociférer pour se faire entendre.

Entretien : Thierry Boutte